

**Fiche-action 4 : Services de proximité**

<b>LEADER 2014-2020</b>	<b>GAL Cévennes</b>	
<b>ACTION</b>	<b>N°4</b>	<i>Renforcer l'attractivité du territoire en développant les services de proximité</i>
<b>SOUS-MESURE</b>	19.2 – Aide à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux	
<b>DATE D'EFFET</b>	Date de signature de la présente convention/et ou de l'avenant ou notification.	
<b>1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION</b>		
<b>a) orientations stratégiques du programme LEADER</b>		
<p><b>Domaine prioritaire du PDR :</b> Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales ;</p> <p><b>Orientations stratégiques LEADER :</b> Un développement économique solidaire Une politique coordonnée de gestion de l'espace Une dynamique du vivre ensemble Une stratégie d'accueil de nouvelles populations</p>		
<b>b) Objectifs stratégiques et opérationnels</b>		
<p><b>Éléments de contexte :</b> Le diagnostic du territoire du GAL Cévennes a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'équipements favorisant l'accès à la culture,</li> <li>- la présence de services liés aux différentes générations (petite enfance, jeunesse, troisième âge),</li> <li>- un manque de mise en réseau des équipements et services,</li> <li>- des problèmes de mobilité et d'enclavement nuisant à la qualité de vie et rendant le territoire peu attractif.</li> </ul> <p><b>Objectifs de la Fiche-Action :</b> L'objectif général de cette fiche est de renforcer les services de proximité, de les rendre plus accessibles à la population, d'améliorer la qualité du cadre de vie tout en tenant compte des différents besoins selon les âges (petite enfance, jeunesse, 3<sup>e</sup> âge...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accompagner l'évolution démographique</li> <li>▪ Coordonner les politiques d'implantation de services à la population</li> <li>▪ Soutenir la mise en réseau et la mutualisation de services à la population (mobilité, culture, jeunesse...)</li> <li>▪ Moderniser et dynamiser les centres de vie des espaces ruraux</li> </ul>		
<b>c) Effets attendus</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les services à la population sont renforcés et mis en réseau.</li> <li>- Les services de mobilité sont mieux coordonnés.</li> <li>- Les centres de vie sont dynamisés.</li> <li>- Les ressources locales sont valorisées.</li> </ul>		

<p><b>2. TYPE ET DESCRIPTION DES OPERATIONS</b></p> <p><b>ACTION 1 : Études, actions de mise en réseau, de mutualisation et/ou d'expérimentation de services à la population</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Études d'implantation et diagnostics économiques pour coordonner les politiques d'implantation de services à la population et développer de nouvelles approches et de nouveaux services</li> <li>- Soutien à la mise en réseau et/ou de mutualisation d'équipements culturels et de loisirs</li> <li>- Soutien à la création et à l'aménagement de jardins collectifs</li> <li>- Soutien à la mise en réseau et/ou de mutualisation de services de mobilité</li> <li>- Actions facilitatrices pour les publics « jeunesse » (16-25 ans) en direction de la mobilité et de l'employabilité</li> <li>- Expérimentation de nouvelles technologies dans le système de santé ou d'actions innovantes au service du 3<sup>e</sup> âge et pour les populations d'handicapés</li> <li>- Soutien à la création, rénovation, aménagement et équipement de nouveaux lieux d'accueil : espaces de travail propices aux nouvelles formes d'organisation du travail (télé-travail, coworking, tiers-lieu)</li> </ul> <p><b>ACTION 2 : Soutien à l'implantation de services de proximité en lien avec l'économie présentielle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien à la création et au développement d'une offre marchande de proximité : points multiservices, commerces, artisanat</li> <li>- Soutien à la création d'unités de restauration collectives utilisant des produits locaux</li> <li>- Soutien aux projets d'approvisionnement des unités de restauration collectives en produits locaux</li> </ul>
<p><b>3. TYPE DE SOUTIEN</b></p> <p>Soutien accordé sous la forme d'une subvention</p>
<p><b>4. LIENS AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS</b></p> <p>Le taux d'aide publique est fixé dans le respect de la réglementation communautaire sur les aides d'Etat et des règles nationales en termes d'autofinancement minimum.</p>
<p><b>5. BENEFICIAIRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectivités et leurs groupements,</li> <li>- Établissements publics,</li> <li>- Syndicats Mixtes,</li> <li>- Associations loi 1901.</li> </ul>
<p><b>6. COUTS ADMISSIBLES</b></p> <p><b>Dépenses immatérielles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations techniques externes d'animation</li> <li>- Prestations externes pour la réalisation d'études préalables et de diagnostics</li> <li>- Coût d'organisation et de mise en œuvre de formations (conception, logistique, supports pédagogiques, intervention des formateurs et prestations de service des intervenants)</li> <li>- Honoraires Maîtrise d'œuvre</li> <li>- Logiciels informatiques</li> </ul>

**Dépenses matérielles :**

- Construction, rénovation et aménagement de biens immeubles,
- Aménagements extérieurs liés à une opération de construction et/ou d'aménagement de biens immeubles : dépenses pérennes hors végétaux directement connectés aux investissements de construction et/ou d'aménagement,
- Matériel et équipements (mobilier, informatique, technique),
- Édition et publication de supports de communication
- Matériel roulant utilitaire (Action 2 uniquement)

**Exclusion :** acquisition immobilière

**7. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE****Conditions d'éligibilité du projet :**

- Note d'un technicien attestant de la cohérence du projet avec les orientations des politiques, chartes forestières, SCOT et schéma directeurs existants visée par la structure responsable de la stratégie à fournir au dépôt de la demande de subvention.
- Pour les jardins collectifs, une note du porteur de projet présentant de manière détaillée la démarche de sensibilisation et de participations des bénéficiaires, ainsi que des citoyens et agriculteurs de la commune est jointe au projet
- Pour les espaces accueillant de nouvelles formes d'organisation du travail : une note détaillant l'animation prévue sur le site et précisant le mode d'organisation de cet espace (projet de règlement intérieur ou document similaire) est jointe au moment du dépôt de la demande d'aide
- Action 2 uniquement : Une note de faisabilité détaillant la compétence du porteur de projet ou de son délégataire, l'analyse de l'environnement concurrentiel, l'analyse économique et les modalités de gestion est jointe au moment du dépôt de la demande d'aide.

**8. ELEMENTS CONCERNANT LA SELECTION DES OPERATIONS**

Les projets seront appréciés individuellement sur la base des principes de sélection suivants :

- Contribution du projet à la création de circuits de proximité
- Contribution du projet à la valorisation des produits locaux
- Contribution du projet à la réduction de l'impact environnemental
- Contribution du projet à un maillage territorial équilibré en matière de services de proximité

**9. MONTANTS ET TAUX D'AIDE APPLICABLES**

Le taux maximal d'aide publique est de 80% mais peut être limité le cas échéant à un pourcentage inférieur suivant les dispositions des régimes d'aides d'état applicables.  
Taux de cofinancement du FEADER : 80%.

Plafonnement à 64 000 euros de montant LEADER par projet.

**10. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION****a) Suivi**

**Modalités d'évaluation spécifiques à la mesure** : [...]

**Questions évaluatives** : De quelle manière les projets et actions ont permis de renforcer les services à la population et leur mise en réseau ?

**Indicateurs :**

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	8
Réalisation	Nombre d'études réalisées	4
Réalisation	Nombre de services de proximité en lien avec l'économie présente implantés	4
Résultats	Nombre d'ETP créés ou maintenus	4